



USTM CGT ISERE

INFO

Guillaume Duval le 24 02 2010 sur France Inter.

L'Acoss c'est un "machin" qui est chargé de récolter les cotisations sociales. Elle vient de publier une note sur le nombre des heures supplémentaires déclarées par les entreprises en 2009. Vous vous souvenez certainement de la loi TEPA, la loi en faveur du travail de l'emploi et du pouvoir d'achat, qui, quelques semaines seulement après l'élection de Nicolas Sarkozy en 2007, entendait concrétiser le slogan : « Travailler plus, pour gagner plus ». Une de ses mesures phares était l'exonération de charges sociales et d'impôt sur les heures supplémentaires. Il s'agissait de tuer les 35 heures sans les supprimer officiellement.

Et ça avait très bien marché. En 2008 l'Acoss avait enregistré 727 millions d'heures sup, soit l'équivalent de 466 000 emplois à temps plein. Un sacré succès. Mais cela s'est fait aux dépens de l'emploi si on dit que la moitié de ces heures sup soit l'équivalent de 233 000 emplois auraient pu être effectuées par des jeunes qui arrivaient sur le marché de l'emploi ou des chômeurs. En 2008 cela n'était pas trop grave entre le papy boom et la croissance qui était encore là. Ceci dit entre décembre 2007 et décembre 2008 le nombre des chômeurs inscrits à Pôle emploi avait quand même déjà augmenté de 151 000 personnes. Sans les subventions aux heures supplémentaires on aurait probablement pu éviter cette remontée du chômage.

En 2009, qu'est-ce que ça a donné avec la crise ? Comme on pouvait s'y attendre, le nombre des heures sup déclarées a reculé. Mais pas tant que ça finalement. L'Acoss en a encore enregistré 676 millions soit l'équivalent de 434 000 emplois. Mais cette fois le nombre des inscrits à Pôle emploi s'est accru dans le même temps de 588 000 personnes. Ces heures supplémentaires ont coûté à la protection sociale 2,7 milliards d'euros d'exonérations, à quoi il faut encore rajouter à peu près 1,3 milliards du fait des exonérations d'impôts sur le revenu. Quand on sait qu'un emploi salarié coûte en moyenne 41 000 euros en France, y compris les cotisations sociales, cela veut dire qu'avec ces 4 milliards d'euros l'Etat aurait pu financer entièrement 98 000 emplois supplémentaires. En 2007 on pouvait peut-être se dire qu'avec le papy boom de toutes façons la question du chômage allait se régler toute seule mais aujourd'hui ce n'est plus possible et cette histoire d'heures supplémentaires relève désormais de l'aveuglement idéologique pur et simple.

Mais les Français ne peuvent pas continuer à travailler moins longtemps que les autres. Mais qu'est ce qui fait croire que les Français travaillent vraiment moins que les autres ? Chaque trimestre Eurostat interroge des milliers de salariés dans chaque pays d'Europe et leur demande combien de temps ils ont travaillé telle semaine. Au dernier trimestre 2008, les français avaient répondu en moyenne 36,5 heures. Et vous savez combien les allemands travaillaient ? 36 heures. Et les anglais ? 35,5 heures. Les vrais champions de la RTT en Europe ce sont les néerlandais : ils ne bossent en moyenne que 31,9 heures par semaine. Si on s'intéresse à la richesse produite par ceux qui occupent un emploi, il n'y a pas photo non plus : en 2009 un Français a produit 77 000 euros de richesses tandis qu'un allemand n'en a craché que 60 000 et un anglais 54 000 selon les chiffres de la Commission européenne. Notre problème, ce qui fait que nous avons plutôt plus de chômage que les autres ce n'est pas du tout que ceux qui ont un emploi ne travaillent pas assez mais plutôt que, malgré les 35 heures, ils travaillent encore trop. C'est pour cela que cette histoire d'heures sup lourdement subventionnées est, aujourd'hui encore beaucoup plus qu'en 2007, une histoire de fous et qu'il y a urgence à arrêter les frais.

USTM CGT Isère

Bourse du Travail - 32 av. de l'Europe - 38030 GRENOBLE Cedex 2

 04.76.09.65.54  04.76.33.13.99  USTM@cgtisere.org